

profil



ZAFIMARIAMO Bienvenu Giulio Mamitana

Depuis le début de ses opérations à Madagascar (1979), le Fonds international de développement agricole (FIDA) a cofinancé 16 projets avec un coût total (approuvé) de 879 millions d'USD. Même pendant la période où d'autres bailleurs ont suspendu leur aide, le FIDA a continué ses activités et est ainsi devenu l'un des plus importants bailleurs de fonds dans le secteur rural durant la période de crise (2009-2012).

Pendant la période évaluée (2013-2019), six projets ont été mis en œuvre par le Gouvernement malgache et cofinancés par le FIDA. Le montant global de ce portefeuille est de près de 500 millions d'USD. Depuis 2013, le pays a connu une croissance économique continue, mais la pauvreté n'a que légèrement diminué, passant de 77,6% en 2012 à une estimation de 74,1% en 2019, largement au-dessus de la moyenne régionale de 41%. Le secteur agricole, qui emploie une grande majorité de la population, présente un taux de croissance faible et volatil. Ces défis ont été aggravés par les effets du changement climatique et la dégradation des ressources naturelles, ainsi que par l'insécurité en milieu rural.

Évaluation de la stratégie et du programme de pays FIDA à Madagascar

La présente Évaluation de la stratégie et du programme de pays du FIDA à Madagascar est la deuxième menée par le Bureau indépendant de l'évaluation (IOE) en République de Madagascar. Les deux stratégies (COSOP) et les projets évalués visent l'amélioration des revenus et des conditions de vie des ruraux pauvres, en les dotant des capacités et compétences nécessaires pour améliorer leur productivité et mieux exploiter les opportunités économiques offertes par leur environnement. Le COSOP de 2014 a inclus expressément l'adaptation aux changements climatiques des systèmes de production des paysans pauvres parmi ses axes d'orientations principaux.

CONSTATS PRINCIPAUX DE L'ÉVALUATION

1. Les objectifs des COSOP et des projets sous revue sont bien alignés sur les politiques et stratégies du FIDA et du Gouvernement. Cependant, ils étaient très ambitieux en termes de couverture géographique, surtout compte tenu du contexte rural difficile du pays. Les projets ont mis en œuvre des approches pertinentes qui abordent correctement les problématiques majeures du développement rural (organisation des populations, insertion des petits producteurs dans des filières

porteuses, développement de la microentreprise agricole et non agricole). Le dimensionnement des activités spécifiques destinées aux plus vulnérables et l'adaptation des approches à leurs besoins méritent toutefois des améliorations, afin de générer des impacts significatifs sur la réduction de la pauvreté et les inégalités. En outre, les mécanismes visant à faciliter l'accès régulier des microentreprises rurales (MER) et des exploitations agricoles familiales (EAF) au crédit productif via les institutions de microfinance doivent encore être renforcés.

2. Globalement, le portefeuille a produit des résultats encourageants en matière d'amélioration de l'accès au foncier et à l'irrigation, à la formation et à la vulgarisation, aux services non financiers d'appui à la production et à l'entrepreneuriat rural, et au marché. L'impact sur la pauvreté, l'efficacité, l'innovation et la mise à l'échelle, la gestion des ressources naturelles et la résilience au changement climatique sont aussi plutôt satisfaisants. La performance du programme de pays présente cependant encore des écueils en matière de pérennisation des acquis.
3. Voici quelques-unes des principales innovations méthodologiques introduites par le portefeuille des projets : i) le « couplage organisation paysanne-opérateur de marché », un type d'agriculture contractuelle qui a permis de mettre en relation les producteurs avec des exportateurs de produits agricoles ; ii) l'« approche formation-installation des jeunes formés », qui prévoit un petit appui pour mettre en pratique l'apprentissage suivi d'un appui plus conséquent pour développer leur activité. De nombreuses innovations techniques ont été aussi promues et répliquées par d'autres projets cofinancés par le FIDA, comme le germe biodégradable avec repiqueuse motorisée dans la riziculture ou la culture d'intersaison.
4. Le programme a contribué à la gestion protectrice de l'environnement, à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets sur les petits producteurs. Néanmoins, en dehors des aménagements hydroagricoles, les actions sont de taille trop réduite par rapport à l'envergure des défis.
5. Les projets ont intégré les femmes et les jeunes à travers des actions destinées à améliorer leur situation économique par l'application de quotas. Cependant, leur contribution à la promotion de leur participation à la prise de décision ou à une répartition plus équitable de la charge de travail dans les ménages a été moindre.
6. Le développement des partenariats a été pertinent et efficace, bien que celui mis en place en vue du cofinancement nécessite d'être développé davantage. La concertation et le dialogue politique, qui se sont traduits par de nombreuses interactions avec le MAEP, ont été intenses.

Recommandations

- **Recommandation 1.** Maintenir les axes d'orientation du COSOP tout en affinant les approches et en les mettant en œuvre de manière plus synergique.
- **Recommandation 2.** Renforcer l'inclusion des populations rurales très pauvres et vulnérables dans le programme de pays et améliorer la consolidation des acquis, en recentrant l'aire géographique des interventions.
- **Recommandation 3.** Poursuivre et renforcer les interventions de développement des capacités des services d'appui aux producteurs et des compétences des producteurs pour une amélioration de la durabilité des acquis.
- **Recommandation 4.** Renforcer les actions de gestion des ressources naturelles et d'adaptation et de réduction des impacts des changements climatiques sur les petits producteurs.
- **Recommandation 5.** Renforcer l'efficacité des actions hors prêts et assurer un meilleur suivi des effets et impacts des interventions.

MADAGASCAR EN CHIFFRES

Superficie: **587 040 km²**

Population en 2019: **27,05 millions d'habitants**

Proportion population rurale en 2018: **80%**

Croissance démographique en 2017: **2,7%**

PIB par habitant en 2019: **471 dollars**

PIB en 2019: **12,73 milliards de dollars**

Taux de croissance annuel du PIB en 2018: **5,19%**

Proportion secteur agricole dans le PIB en 2017: **20%**

Prévalence de la pauvreté (1,90\$/jour) en 2019: **74,1%**

Indice de développement humain en 2017: **0,519; 161^e sur 189 pays**

Espérance de vie à la naissance en 2017: **64,7 ans (hommes) et 67,9 (femmes)**

Accès à une source d'eau améliorée (% population rurale) en 2018: **36 %**

Sources: France diplomatie, Banque mondiale, FIDA, UNICEF Madagascar

Informations complémentaires:

République de Madagascar, Évaluation de la stratégie et du programme de pays, Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, Via Paolo di Dono, 00142 Rome, Italy | www.ifad.org/evaluation | e-mail: evaluation@ifad.org | [www.twitter.com/IFADeVal](https://twitter.com/IFADeVal) | www.youtube.com/IFADevaluation